

Le collège idéal vu par les ténors de la droite

M. Le Maire veut en finir avec le collège unique, le camp Juppé souhaite plus d'autonomie dans les enseignements

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Concrètement, Bruno Le Maire, propose de resserrer les enseignements de la 6^e à la 3^e autour d'un tronc commun d'une vingtaine d'heures par semaine : mathématiques et français à raison de six heures chacune (contre de 3 h 30 à 4 h 30 aujourd'hui), histoire et une langue vivante.

Le député de l'Eure propose de supprimer la deuxième langue vivante car « elle n'est pas la priorité ». Le temps libéré (6 à 8 heures par semaine) serait consacré à des options : « Sports, langues, codage informatique, mécanique ou cuisine... L'idée est que chaque élève découvre quel est son talent. » Au passage, il bouscule une vache sacrée pour beaucoup de professeurs attachés à leur discipline : rassembler dans un seul corps les enseignants du CP à la 3^e, lesquels deviendraient polyvalents.

M. Le Maire veut « mettre fin au collège unique pour permettre à chaque enfant de s'orienter sereinement soit vers la voie générale, soit vers la voie professionnelle ». Une formule choc, mais abusive, dans la mesure où les élèves seraient toujours orientés après la 3^e.

Corps unique

Pour l'historien Claude Lelièvre, cependant, « c'est à nouveau un collège considéré comme une gare de triage qui refait surface ». « Quand je lis "diversifié", je comprends sélection précoce, analyse aussi Philippe Watrelot, professeur et président du Cercle de recherche et d'action pédagogiques. M. Le Maire cite la mécanique ou la technologie. Qui sera orienté vers ces options, sinon les enfants d'ouvriers ? » Le pédagogue voit cependant d'un bon œil la création d'un corps unique. « Bien que l'idée puisse déclencher une véritable guerre syndicale, explique-t-il, cela permettrait d'assurer une meilleure liaison entre le CM2 et la 6^e. »

A l'UMP, peu sont allés aussi loin que M. Le Maire. Candidat à sa réélection en 2012, Nicolas Sarkozy avait lui aussi promis la fin du collège unique. La 6^e et la 5^e seraient

recentrées « sur les fondamentaux, avec un nombre limité d'enseignants polyvalents ». L'ancien président de la République promettait un palier d'orientation dès la 4^e. Son entourage précise que l'idée ne sera pas forcément reprise.

Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI, a une opinion toute aussi tranchée : « Un élève qui n'apprend plus au sein du système, il faut lui proposer autre chose. » Le patron du centre droit est « favorable à l'apprentissage dès 14 ans, tout en conservant des passerelles pour revenir vers la filière générale ». Il propose également des classes de niveau par matière.

Une autonomie totale

Mais l'opposition au collège unique d'autres ténors de la droite et du centre semble s'être émoussée. « En 1991, Alain Juppé affirmait vouloir casser le collège unique. En 1993, dans l'un de ses premiers discours comme ministre de l'éducation nationale, François Bayrou lance le célèbre "collège unique, collège inique", rappelle M. Lelièvre. L'idée était alors bien de le supprimer. » Faux, rétorque aujourd'hui M. Bayrou. Le président du MoDem affirme qu'« il est fondé » que « tous les élèves passent par le collège pour y acquérir un socle commun, et ce,

par une pédagogie différenciée, et notamment de rattrapage ».

Dans le camp d'Alain Juppé, on considère que le collège unique « n'est pas une bêtise ». Pour Benoist Apparu, député UMP de la Marne, « l'idée de le supprimer relève de la construction de discours pour meeting électoral ». Najat Vaillaud-Belkacem propose 20 %

d'autonomie dans la gestion des heures d'enseignement. Lui défend « une autonomie totale » : « Si le chef d'établissement considère que, pendant trois semaines, les élèves doivent faire dix heures de français par semaine pour du rattrapage, cela doit être possible. » L'Etat fixerait un plancher et un plafond annualisés pour chaque matière.

« Dans les faits, le collège unique n'existe plus », relève M. Fillon. La

question, pour l'ancien premier ministre, est de s'assurer que chaque élève maîtrise « des outils avant de se donner une ambition de culture générale ». Il propose notamment de réduire le nombre d'enseignants en 6^e et en 5^e. Le palier d'orientation reste en 3^e, mais « l'acquisition du brevet est nécessaire pour entrer au lycée ».

Les positions des représentants de la droite et du centre sont donc aussi hétérogènes que le public du collège. Ils s'accordent cependant sur un point : une réforme du collège ne servira pas à grand-chose si l'on ne traite pas les difficultés en amont, là où elles apparaissent. C'est-à-dire l'école élémentaire. L'autre maillon faible. ■

BENOÎT FLOC'H
ET SÉVERIN GRAVELEAU

LE CONTEXTE

DÉBAT

Le Monde, Europe 1 et i-Télé organisent jeudi 21 mai, de 19 heures à 20 heures, un débat sur la réforme du collège entre la ministre de l'éducation nationale, Najat Vaillaud-Belkacem, et le député UMP de l'Eure, Bruno Le Maire. Le débat sera animé par Arnaud Leparmentier (Le Monde), Jean-Pierre Elkabbach (Europe 1) et Michaël Darmon (i-Télé). Un compte rendu sera publié le lendemain dans Le Monde.

Les catholiques favorables à la réforme

L'enseignement catholique est invité par son secrétaire général, Pascal Balmand, à « accueillir favorablement » la réforme du collège. Dans un texte rendu public lundi 18 mai, M. Balmand appelle à « dépasser les luttes partisans, les anathèmes radicalisés et une certaine forme d'excessive grandiloquence » qui entourent, selon lui, les projets éducatifs du gouvernement. La réforme du collège lui paraît apporter davantage d'autonomie aux établissements et « une réelle démarche éducative ». M. Balmand est plus critique sur certains aspects des programmes, notamment en histoire, mais il appelle « chacun à un concours actif et loyal à la consultation ».

« La réforme seule n'est pas une baguette magique »

TÉMOIGNAGES

Quelle agace, inquiète ou non, la réforme du collège ne laisse pas les professeurs indifférents. Parmi eux, beaucoup mettent en avant la réduction de l'enseignement de leurs matières. Les nouvelles grilles introduisent notamment des enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI), censés croiser les disciplines. Résultat : pour Luc Destombe, 40 ans, professeur de mathématiques dans un collège de la Loire, « on touche à l'essentiel : l'emploi du temps de tous les élèves, et encore plus de ceux qui bénéficient d'options. En 3^e, la perte va de trois heures par semaine pour un élève sans option, jusqu'à huit heures pour un élève avec une option latin et bénéficiant d'un accompagnement éducatif ».

« Aujourd'hui, j'ai cinq heures d'enseignement hebdomadaire du français en 6^e, auxquels s'ajoute une heure d'accompagnement éducatif, témoigne Tanguy Simon, 35 ans, enseignant en français à Elancourt (Yvelines). Dans les nouveaux programmes, j'aurai quatre heures et demie d'enseignement et je devrai, sur ce temps-là, consacrer une heure à l'accompagnement éducatif », déplore-t-il. Tandis que les nouveaux EPI sont perçus avec appréhension : « L'histoire des mathématiques, cela me passionne et j'en ai toujours fait. Mais imposer les EPI risque de ne pas convenir à tous les enseignants, et de limiter la liberté pédagogique », explique Luc Destombe.

« Première pierre »

La réforme du collège verra l'introduction de l'enseignement d'une deuxième langue dès la 5^e et s'accompagnera de l'arrêt des classes bilingues ou des sections européennes. Ce qui soucie Sylvain Fontaine, 40 ans, professeur d'éducation musicale au collège Robespierre d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), de même que « la disparition de l'option découverte professionnelle qui permettait d'avoir des stages et d'envisager de mieux préparer une orientation professionnelle. Au total, on risque de perdre un public que ça intéressait, et certainement aussi en mixité sociale ». « On va interdire à mes élèves volontaires d'apprendre dès la 6^e une deuxième langue. Et en contrepartie, tous les élèves auront

deux heures et demie d'enseignement à partir de la 5^e, ce qui est insuffisant et beaucoup moins efficace », ajoute Carine Tennenbaum, 41 ans, professeure d'allemand dans l'académie de Rennes, soulignant que la classe bilingue est ouverte « sans sélection ».

La réforme des programmes, en débat, recueille de son côté des avis très divers. En français, « le flou des programmes permettra de faire à peu près ce que l'on veut... mais pas de la façon qu'on souhaite. Cela risque en réalité d'aggraver les inégalités entre collèges sur ce qui est appris », dit Tanguy Simon. Pour Luc Destombe, « en mathématiques, un quart du programme est retiré en 3^e, pour tenir compte de la baisse des horaires : la géométrie plane et euclidienne disparaît ».

Ce n'est pas l'avis de Gaëlle Bonjean, professeure de mathématiques à Pouzauges (Vendée) : « Dans le cadre des EPI, je peux très bien faire de la géométrie euclidienne », souligne-t-elle. Et d'applaudir : « Je trouve le nouveau programme de mathématiques très bien rédigé. Il y a moins de contenu pour le contenu. Ce sont de très bonnes intentions qui s'expriment,

et il faudra vraiment des enseignants extrêmement enthousiastes, ce qui est difficile avec des classes surchargées. » Pour M^{me} Bonjean, en effet, la réforme n'est pas le problème : « Ce qui me fait le plus souffrir – et mes collègues aussi –, c'est de ne pas pouvoir aider les élèves en difficulté dans une classe de 30, même si j'ai beau préparer plusieurs cours pour plusieurs types d'élèves. A 20 ou 25 élèves, ce ne serait pas pareil. Mais là, on se sent impuissants. »

Pour Christophe Chartreux, 57 ans, enseignant en français et en histoire-géographie en Seine-Maritime, « la réforme à elle seule n'est pas une baguette magique, mais elle est une première pierre qui doit être complétée par une refondation de la formation des enseignants et un travail extrêmement important en direction des parents » pour les associer au collège. « Si les enseignants la prennent à bras-le-corps et y vont à fond, la situation des élèves les plus en difficulté s'améliorera », pense-t-il. « Le collège se contente de trier », déplore M. Chartreux. Pour lui ce « petit lycée » qu'est le collège devrait changer et mener sa propre vie. ■

ADRIEN DE TRICORNOT